

8° Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, de leidend ambtenaar;

9° de Haven van Brussel, de Directeur-generaal;

10° het Instituut ter bevordering van het Wetenschappelijk Onderzoek en de Innovatie van Brussel, de Directeur-generaal.

Art. 7. Wanneer de in artikel 6 aangeduide voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt het voorzitterschap door de adjunct-leidend-ambtenaar van het ministerie of de instelling van openbaar nut uitgeoefend, of door een door hem behoorlijk gemachtigde afgevaardigde.

Art. 8. Iedere Voorzitter wijst de leden en de plaatsvervangers van de overheidsdelegatie aan.

Een vertegenwoordiger van de minister of de Staatssecretaris belast met het Openbaar Ambt, maakt van ambtswege deel uit van de overheidsdelegatie.

Art. 9. Iedere Voorzitter wijst de Secretaris en de dienst die belast is met het secretariaat van zijn comité aan.

Art. 10. De uitnodigingen, de documentatie en de notulen van de basisoverlegcomités worden ter informatie naar het secretariaat van het Hoog Overlegcomité gezonden.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 11. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 1999 houdende samenstelling de overheids-delegaties van het sectorcomité XV en van de basisoverlegcomités in het gebied van het sectorcomité Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

Art. 12. De Minister van Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 maart 2004.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

J. SIMONET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

8° Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté, le fonctionnaire dirigeant;

9° le Port de Bruxelles, le Directeur général;

10° l'Institut d'encouragement de la Recherche scientifique et de l'Innovation de Bruxelles, le Directeur général.

Art. 7. Lorsque le président désigné à l'article 6 est absent ou a un empêchement, la présidence est assurée par le fonctionnaire dirigeant adjoint du ministère ou de l'organisme d'intérêt public, ou par un délégué dûment mandaté par lui.

Art. 8. Chaque Président désigne les membres et les suppléants de la délégation de l'autorité.

Un représentant du Ministre ou du Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique fait d'office partie de la délégation de l'autorité.

Art. 9. Chaque Président désigne le Secrétaire et le service chargé du secrétariat de son comité.

Art. 10. Les convocations, la documentation et les procès-verbaux des comités de concertation de base sont transmis pour information au secrétariat du Comité supérieur de concertation.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoire et finales*

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 1999 portant composition de la délégation de l'autorité du comité de secteur XV et des comités de concertation de base dans le ressort du Comité de Secteur Région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

J. SIMONET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 1699

[C — 2004/31148]

4 DECEMBRE 2003. — Arrêté 2003/806 du Collège de la Commission communautaire française modifiant diverses dispositions relatives à l'indexation des frais de fonctionnement, moyens complémentaires et coûts généraux d'exploitation et certaines dispositions pour tous les secteurs agréés de la santé

Le Collège,

Vu le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 et notamment son article 10;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 et notamment son article 28;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 et notamment son article 31;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé et notamment son article 5;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 et notamment ses articles 24 et 43;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et notamment son article 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997, du 31 mai 2001 et du 18 octobre 2001;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 novembre 1997, du 24 juin 1999, du 18 octobre 2001 et du 20 février 2003;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile et des services de soins palliatifs et continués tel que modifié par l'arrêté de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001;

Vu l'arrêté de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu les avis rendus par les sections « services ambulatoires » et « aide et soins à domicile » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé le 30 octobre et le 25 novembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2004;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur rétroactive de l'arrêté au 1^{er} janvier 2003 et de la nécessité de liquider à la quatrième avance 2003 soit le 15 novembre 2003 les montants complémentaires accordés aux associations agréées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considerant que les frais de fonctionnement et autres coûts généraux d'exploitation couvrent essentiellement des charges locatives, d'énergie et de téléphonie sans cesse en augmentation;

que les législations en vigueur pour tous les secteurs de la santé, soit les services de santé mentale, les services actifs en matière de toxicomanies, les maisons médicales, les centres d'accueil téléphoniques, les centres de coordination de soins et services à domicile et les services de soins palliatifs et continués, ne prévoient pas l'indexation de ces frais;

qu'il s'indique, à l'instar des autres secteurs concernés par le « non marchand », tels les secteurs de l'aide aux personnes, d'indexer ces frais en se basant sur la formule prévue à l'article 113 de l'arrêté du 18 octobre 2001 dit arrêté « non marchand »;

qu'il s'indique d'aligner le cadre subventionné des maisons médicales aux normes d'agrément;

qu'il s'indique d'augmenter les frais de fonctionnement pour les centres d'accueil téléphonique occupant plus de 80 collaborateurs bénévoles;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

Arrêté « non marchand » : l'arrêté de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du Décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Art. 3. L'article 51 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 novembre 1997, du 24 juin 1999, du 18 octobre 2001 et du 20 février 2003 est complétée par la disposition suivante :

« Elle est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente

Indice santé de décembre 2000. »

Art. 4. L'article 52 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Les subventions pour frais de fonctionnement comprises dans les moyens complémentaires sont indexées et donc adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 5. L'article 53 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Cette subvention est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 6. L'article 41 de l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale, modifié par l'article 68 de l'arrêté « non marchand » est complété par la disposition suivante :

« La subvention relative à ces frais est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 7. L'article 29 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile et des services de soins palliatifs et continués est complété par la disposition suivante :

« Ces subventions sont indexées en ce compris l'indemnité de garde à domicile visée à l'article 28, § 2, comprise dans ces indemnités forfaitaires. Elles sont donc adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 8. L'article 35 de l'arrêté « non marchand » est complété par la disposition suivante :

« Ces subventions sont indexées et donc adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 9. L'article 26, premier alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la limite des crédits budgétaires, le cadre subventionné est établi conformément au prescrit de l'article 16 du présent arrêté. »

Art. 10. L'article 27 du même arrêté est complété par la disposition suivante : « Cette subvention est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente indice santé de décembre 2000.} \gg$$

Art. 11. L'article 28 alinéa 1 du même arrêté est complété par la disposition suivante : « Elle est indexée suivant les règles appliquées aux rémunérations dans la fonction publique. »

Art. 12. L'article 45 § 3 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ces montants sont indexés et donc adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000.}}$$

Art. 13. L'article 46, 2°, 2e tiret du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « - plus de 80 collaborateurs bénévoles : 47.184 €. ».

Art. 14. L'article 46 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ils sont indexés et donc adaptés annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente
Indice santé de décembre 2000. »

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Art. 16. Le Membre du Collège, compétent pour la santé, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 décembre 2003.

Pour le Collège :

D. GOSUIN,

Membre du Collège

chargé de la Santé, de la Culture et du Tourisme

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège

chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille

W. DRAPS,

Membre du Collège

chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la politique des handicapés

D. DUCARME,

Membre du Collège

chargé de la Fonction publique et de l'Informatique

E. TOMAS,

Président du Collège

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 1699

[C — 2004/31148]

4 DECEMBER 2003. — Besluit 2003/806 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de indexering van de werkingskosten, aanvullende kosten en algemene exploitatiekosten en een aantal bepalingen met betrekking tot alle erkende gezondheidssectoren

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen, zoals gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, zoals gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten actief op het gebied van het druggebruik, zoals gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende de erkenning en de subsidiëring van de centra die instaan voor de coördinatie van de zorgverstrekking en de diensten voor thuisverpleging en de diensten voor palliatieve verzorging en nazorg, zoals gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001, inzonderheid op de artikelen 24 en 43;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997, 31 mei 2001 en 18 oktober 2001;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten actief op het gebied van druggebruik, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 november 1997, 24 juni 1999, 18 oktober 2001 en 20 februari 2003;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten die werkzaam zijn op het vlak van druggebruik;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg, zoals gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op de adviezen uitgebracht door de afdelingen « ambulante diensten » en « thuishulp en -verpleging » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid op 30 oktober en 25 november 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van het Lid van het College, belast met Begroting;

Gelet op de dringende noodzaak verantwoord door het feit dat het besluit met terugwerkende kracht in werking treedt op 1 januari 2003 en dat bij het vierde voorschot 2003, nl. op 15 november 2003, de aanvullende bedragen aan de erkende verenigingen moesten worden uitbetaald;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de werkings- en andere algemene exploitatiekosten voornamelijk betrekking hebben op de huur-, energie- en telefoonlasten, die alsmaar toenemen;

Dat de huidige wetgeving met betrekking tot de gezondheidssectoren, met name de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de diensten die actief zijn op het gebied van druggebruik, de medische huizen, de telefooncentrales, de coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp en de diensten voor palliatieve zorg en nazorg, niet voorziet in een indexering van die kosten;

Dat bijgevolg, naar het voorbeeld van de andere sectoren in de non-profitsector, zoals de sectoren op het vlak van bijstand aan personen, die kosten moeten worden geïndexeerd op basis van artikel 113 van het besluit van 18 oktober 2001 met betrekking tot de non-profitsector;

Dat het subsidiëeringskader voor de medische huizen op de erkenningsnormen moet worden afgestemd;

Dat de werkingskosten van de telefooncentra met meer dan 80 vrijwillige medewerkers moeten worden verhoogd;

Op voorstel van het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, overeenkomstig de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. In dit besluit wordt verstaan onder :

Besluit met betrekking tot de non-profitsector: het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Art. 3. Artikel 51 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten actief op het gebied van druggebruik, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 november 1997, 24 juni 1999, 18 oktober 2001 en 20 februari 2003, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Ze wordt geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2000.}} \text{ »}$$

Art. 4. Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De onder de aanvullende middelen vermelde toelagen voor werkingskosten worden geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2000.}} \text{ »}$$

Art. 5. Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze toelage wordt geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2000.}} \text{ »}$$

Art. 6. Artikel 41 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij artikel 68 van het besluit met betrekking tot de non-profitsector, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De subsidie voor die kosten wordt geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2000.}} \text{ »}$$

Art. 7. Artikel 29 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze subsidies worden geïndexeerd, met inbegrip van de in artikel 28, § 2 bedoelde vergoeding voor de thuiswacht, die deel uitmaakt van die forfaitaire vergoedingen. Ze worden dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar
Gezondheidsindex van december 2000. »

Art. 8. Artikel 35 van het besluit met betrekking tot de non-profitsector wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze subsidies worden geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar
Gezondheidsindex van december 2000. »

Art. 9. Artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de grenzen van de begrotingskredieten wordt het subsidiëringkader vastgesteld overeenkomstig het voorschrift van artikel 16 van dit besluit. »

Art. 10. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze subsidie wordt geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar
Gezondheidsindex van december 2000. »

Art. 11. Artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Ze wordt geïndexeerd volgens de regels die van toepassing zijn op de bezoldigingen in het openbaar ambt. »

Art. 12. Artikel 45, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze bedragen worden geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar
Gezondheidsindex van december 2000 »

Art. 13. Artikel 46, 2°, tweede streepje, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« - meer dan 80 vrijwillige medewerkers : 47.184 €. »

Art. 14. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Ze worden geïndexeerd en dus jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar
Gezondheidsindex van december 2000. »

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 16. Het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, op 4 december 2004.

Namens het College :

D. GOSUIN,

Lid van het College,

belast met Gezondheid, Cultuur en Toerisme

A. HUTCHINSON,

Lid van het College,

belast met de Begroting, de Sociale Actie en het Gezin

W. DRAPS,

Lid van het College,

belast met de Beroepsopleiding en de Voortgezette Opleiding van de Middenstand en het Beleid
voor Personen met een Handicap

J. SIMONET,

Lid van het College, belast met Openbaar Ambt en Informatica

E. TOMAS,

Voorzitter van het College